

Actualités économiques

Nigéria - Ghana

Semaine 25, du 15 au 21 juin 2020

- Nigéria : l'*Economic Sustainability Committee* propose un plan de relance de 2 300 Mds NGN ; selon le FMI, l'atteinte des ODD d'ici 2030 nécessite un financement additionnel de 18 points de pourcentage de PIB chaque année ; la troisième émission souveraine d'obligations islamiques a été largement sursouscrite ; l'indice PMI atteint son plus bas niveau depuis août 2016 ;

- Ghana : ralentissement de la croissance du PIB à 4,9% au 1er trimestre 2020.

Le chiffre de la semaine

4^{ème}

Dans le dernier classement des écosystèmes startups les plus dynamiques d'Afrique de StartupBlink, le Nigéria se classe 4^{ème}. Le Ghana pour sa part arrive 8^{ème}.

Source: *Startup Ecosystem Rankings Report 2020, StartupBlink*

Nigéria

L'*Economic Sustainability Committee* propose un plan de relance de 2 300 Mds NGN.

[Mis sur pied le 30 mars 2020 à la demande du Président Muhammadu Buhari, l'*Economic Sustainability Committee*, placé sous l'égide du Vice-président Yemi Osinbajo, a remis sa proposition de plan de relance le 11 juin dernier.](#) Estimé à plus de 2 300 Mds NGN (6,4 Mds USD), l'*Economic Sustainability Plan* (ESP) permettrait, sous l'hypothèse d'un prix moyen du baril de 30 USD, de limiter la récession autour de - 0,6% en 2020 et d'atteindre un rebond de +2,54% dès l'année suivante. Il consiste en une série de mesures monétaires et budgétaires, financées par 1 110 Mds NGN de prêts de la Banque centrale, 500 Mds NGN issus des comptes spéciaux (comme le *Sovereign Wealth Fund*), 334 Mds NGN octroyés par les bailleurs internationaux et 303 Mds NGN de sources annexes. On y retrouve des mesures fiscales déjà prévues dans le *Finance Act 2020* (dont l'exonération de l'impôt sur les sociétés pour les plus petites entreprises) ou élargissant certaines dispositions déjà en place, à l'image du crédit d'impôt pour les infrastructures routières. La plupart visent à rationaliser le système fiscal pour favoriser la mobilisation des ressources internes. Des efforts sont également exigés du secteur pétrolier avec la déréglementation annoncée du prix des produits pétroliers raffinés et l'objectif de réduction d'au moins 20% des coûts moyens de production du pétrole brut. Parmi les mesures mises en place par la Banque centrale, on retrouve notamment les différentes facilités de crédit aux entreprises et l'unification des taux de change pour faciliter l'entrée de devises. Enfin, les mesures budgétaires allouent un quart des financements totaux (635 Mds NGN) à un programme agricole visant à augmenter la surface cultivée et créer 5 millions d'emplois, en assurant notamment les débouchés des productions par des garanties d'achats publiques. D'autres programmes prévoient la construction de plus de 325 000 logements et l'installation de systèmes solaires hors-réseau pour 5 millions de ménage.

Selon le FMI, l'atteinte des ODD d'ici 2030 nécessiterait un financement additionnel de 18 points de pourcentage de PIB chaque année.

[En réponse à une demande du gouvernement nigérian, une mission technique du FMI, financée par l'Union européenne, s'est rendue à Abuja du 29 janvier au 11 février 2020, afin d'apporter une estimation des dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable \(ODD\) d'ici 2030.](#) Le rapport montre que les indicateurs de capital humain et physique du Nigéria restent dans l'ensemble inférieurs à ceux des pays dont le PIB par habitant est plus faible, alors même que la population devrait dans le même temps augmenter de 30%, soit environ 60 millions de personnes. Le rapport estime ainsi le besoin additionnel de financement à 18,1 points de pourcentage du PIB chaque année, répartis entre les secteurs de l'éducation (+7,7), la santé (+4,3), l'électricité (+1), routier (+2) et de l'eau et assainissement (+3,1). Comblé cet écart nécessite un effort conséquent de mobilisation de ressources, aussi bien internes qu'externes, puisque le FMI estime à 12,8% du PIB les dépenses totales de l'État nigérian en 2019 (projection à 13,9% du PIB en 2025) pour des recettes publiques de 7,9% du PIB (projection à 8,2% en 2025).

La troisième émission souveraine d'obligations islamiques a été largement sursouscrite.

[En mai dernier, l'Etat Fédéral a réalisé sa troisième émission d'obligations islamiques ou *Sukuks*, pour 150 Mds NGN \(387 M USD\).](#) Ces *Sukuks* ont été émis pour une durée de 7 ans et à un taux de rendement de 11,2%. Cette émission a attiré une souscription totale de 670 Mds NGN (1,7 Mds USD), soit un niveau de souscription de 446%. La forte demande proviendrait d'un large éventail d'investisseurs, tels que des fonds éthiques, des compagnies d'assurance, des gestionnaires de fonds ou des investisseurs particuliers. Ces émissions serviront à financer des projets d'infrastructures et notamment 44 projets de routes à travers le pays. L'Etat fédéral nigérian avait réalisé sa première émission de ce type en septembre 2017 puis une deuxième fin décembre 2018, chacune de 100 Mds NGN (258 M USD). Ces deux *Sukuks* ne comptaient que pour 1,5% du total de l'endettement public domestique du Nigéria à la fin du premier semestre 2019.

L'indice PMI atteint son plus bas niveau depuis août 2016.

[L'indice *Purchasing Managers Index* \(PMI\) s'est établi à 42,4 points en mai 2020, marquant une baisse sensible par rapport au mois de mars, lorsqu'il atteignait alors encore 51,1 points.](#) Alors qu'il avait été en expansion sur les trois dernières années, le score du mois de mai marque un renversement de tendance. Sur l'ensemble des 14 secteurs étudiés, seul celui des équipements électriques est resté au-dessus des 50 points, indiquant une amélioration dans ce secteur. L'indice PMI non-facturier s'est également fortement contracté sur cette même période, passant de 49,2 points à 25,3 points, soit une baisse de 48,5 %, enregistrant sa deuxième contraction consécutive. Ces résultats sont liés à une activité économique limitée, ayant entraîné une baisse des stocks, des nouvelles commandes, de l'activité commerciale, de l'emploi et, par conséquent, des niveaux de production.

Ghana

Ralentissement de la croissance du PIB à 4,9% au 1er trimestre 2020.

[Les chiffres de l'Office ghanéen des statistiques montrent un ralentissement de la croissance du PIB en glissement annuel, de 7,9% au dernier trimestre 2019 à 4,9% au premier trimestre 2020, soit la progression la plus faible depuis quatre ans.](#) Contrairement aux autres activités agricoles, la moindre performance de la production végétale a entraîné un fléchissement du taux de croissance de l'agriculture (20,1% du PIB) de 6,8% à 2,8%. De même, déjà affecté tout au long de l'année 2019, le dynamisme du secteur extractif a connu un arrêt brutal au 1er trimestre 2020 avec une croissance de 1,4%, en conséquence de la chute des cours pétroliers. La résilience du secteur manufacturier a néanmoins permis à l'industrie (31,6%) d'assurer une croissance de 1,5% sur la période. Enfin, le secteur des services (48,3%) a cru de 9,5% grâce aux bons résultats des TIC et au soutien de l'administration publique (dont la sécurité sociale), malgré le recul des activités de commerce. Pour rappel, la croissance s'est établie à +6,5% en 2019 et le FMI anticipe un chiffre de +1,5% pour 2020.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.